

production et de remporter quelques succès dans cette bataille, le réformisme se replie classiquement sur les problèmes de consommation et de distribution. (cf. Le Parti du Travail en Suisse).

#### 4. LA BUREAUCRATIE STALINIENNE

Les P.C. staliniens ne peuvent simplement occuper la place laissée - libre par le glissement à droite de la social-démocratie -. D'une part parce qu'ils ne peuvent mener la politique réformiste de la social-démocratie classique qui est devenue une impasse. D'autre part parce qu'ils ne peuvent rompre leurs liens avec l'Etat soviétique qui leur sert de caution et qu'ils appuient dans sa diplomatie. Rompre avec l'Etat Soviétique et s'orienter vers une politique réformiste à l'époque où celle-ci ne peut plus exister que sous la forme de la collaboration de classe et de l'intégration, signifierait s'exposer aux risques d'une crise interne violente, même limitée à l'appareil, et laisser à la gauche le champ libre aux groupes marxistes révolutionnaires.

A ce jeu, le P.C. risquerait de perdre sur tous les tableaux en perdant l'appui de l'U.R.S.S. et l'hégémonie sans partage dans la classe ouvrière qui seule lui donne quelque crédit auprès de ses alliés bourgeois.

Donc, même si le rôle double de la bureaucratie devient de plus en plus contradictoire, il demeure et permet seul que le P.C. garde l'audience indispensable dans la classe. Bien sûr, il lui devient de plus en plus difficile de défendre les intérêts immédiats du prolétariat sans défendre ses intérêts historiques. Confronté à l'Etat fort, il est contraint à des négociations de capitulation et à des concessions permanentes. Il ne faut cependant pas en déduire que les syndicats ne défendent même plus les intérêts quotidiens du prolétariat. Cette défense ne se manifeste pas seulement les jours de lutte et de négociations, mais bien quotidiennement au sens strict du terme en maintenant un front permanent face aux harcèlements du patronat, par le biais de l'organisation syndicale.

Mais en même temps, dans un secteur comme celui de l'enseignement, non directement exposé à l'exploitation patronale, le P.C. en étant la principale force d'application de la réforme universitaire s'engage résolument dans la voie de la collaboration de classe.

#### 5. LES SYNDICATS, FACE A L'ETAT FORT

Devant faire face à une concurrence très dure, l'Etat a besoin de la paix intérieure, de la docilité du mouvement ouvrier qu'il doit mater ou intégrer, mais auquel il ne peut guère faire de concessions. De son côté, le mouvement ouvrier, placé devant la poigne de l'Etat fort qui incarne la volonté des fractions dominantes de la bourgeoisie, doit choisir entre l'intégration dont il tirera quelques pourboires à date fixe, en récompense de ses loyaux services, ou la lutte révolutionnaire pour jeter bas le mur qu'il rencontre. S'il renonce à la seconde solution, il est inexorablement entraîné vers la première. En effet, s'il renonce à la lutte révolutionnaire à l'époque où la lutte réformiste est de plus en plus difficile et de moins en moins payante, il risque de perdre son audience dans la classe. A moins d'avoir le monopole légal de la représentation ouvrière. Ce monopole, la bourgeoisie la lui accorde en échange de l'intégration. C'est le sens actuel des lois sur le droit syndical.

Le patronat a besoin d'interlocuteurs raisonnables pour assurer le développement harmonieux de l'économie dans la paix sociale. Et les syndicats ont besoin d'être ces interlocuteurs exclusifs pour éviter que se multiplient et prospèrent les organisations de bases inspirées par les gauchistes et échappant à leur contrôle. Ces comités de bases et autres syndicats rouges peuvent déclencher et mener des luttes, mais ils ne sont pas reconnus pour des négociations. Or, à moins de faire la révolution tout de suite, si l'on veut remporter des victoires qui donnent confiance aux travailleurs et renforcent le prestige de ces organes, il faut bien finir par des négociations qui légalisent la victoire.

Si le patron ne reconnaît comme interlocuteurs que les syndicats traditionnels, ceux-ci ont tous les moyens de pression et de chantage sur les organes qui leur échappent. Ils peuvent les récupérer en leur proposant l'unité pour négocier car s'il n'y a pas de conclusion à la lutte, elle s'effiloche sans succès et discrédite ses partisans. (cf. Ce qui s'est passé en Italie).

L'une des conditions de l'intégration syndicale, c'est, aux yeux des bureaucrates, une discipline syndicale renforcée jusqu'au monolithisme absolu. Que personne ne discute et ne bronche, afin que les bureaucrates puissent négocier en toute quiétude !

Donc, contre l'intégration des syndicats et l'Etat, le mot d'ordre d'indépendance totale des syndicats par rapport à l'Etat va de pair avec le mot d'ordre de démocratie ouvrière dans les syndicats. Démocratie ouvrière, c'est-à-dire droit de discussion, d'information, de critique dans les syndicats.

#### 6. PARTIS ET SYNDICATS

Si le choix pour les syndicats, à l'époque de la décadence impérialiste, se situe entre l'intégration et la révolution, si l'indépendance vis-à-vis de l'Etat n'est possible que sur une ligne révolutionnaire, alors il est clair que l'on va vers la subordination du syndicat au parti révolutionnaire. Il n'existe pas de pratique révolutionnaire sans théorie et stratégie révolutionnaire. Pour avoir une pratique révolutionnaire, le syndicat doit la situer dans le cadre de la stratégie d'ensemble du parti révolutionnaire auquel il est subordonné. Cette subordination politique du syndicat au parti est présente dans toutes les thèses des quatre premiers Congrès de l'I.C. qui vont jusqu'à la subordination organisationnelle en évoquant la possibilité d'adhésion des syndicats en tant que tels à l'I.C.

#### 7. STRATEGIE ET TACTIQUE

Il faut bien comprendre une chose, le retrécissement des marges de manœuvres réformistes, l'instauration de l'Etat fort, la modification des structures du mouvement ouvrier sont des tendances de l'époque de la décadence impérialiste. Cela ne signifie en aucun cas qu'il n'y ait déjà plus ici et maintenant de possibilités réformistes, que le mouvement ouvrier soit absolument intégré, etc. Il s'agit d'une tendance de la période, d'un processus en cours, non d'un état de fait. Or, le marxisme ne connaît pas le fatalisme.

L'analyse de ce processus permet de guider notre pratique en lui fixant des cibles et des repères, il ne nous permet pas de nous comporter dès maintenant comme si le processus était achevé ; d'autant plus qu'il n'est pas inévitable qu'il s'achève. Rien n'est inévitable. De même que le renversement du capitalisme n'est pas inévitable ; qu'il ne résultera pas des seules contradictions du capitalisme, qu'il faudra encore l'intervention subjective de l'organisation révolutionnaire, la volonté consciente du prolétariat organisé pour en venir à bout ; de même du fait que la C.G.T. dans le processus analysé doit dégénérer et subir l'épreuve de l'intégration, on ne peut déduire qu'elle est dès maintenant dégénérée et intégrée. Le rythme et les modalités de son évolution ne sont pas inscrites dans le ciel de l'histoire ; ils dépendront de l'apparition et de l'intervention dans la lutte des masses d'une avant-garde révolutionnaire que nous pensons représenter.